



**AG2R LA MONDIALE**

## Communication sur le progrès 2015

AG2R LA MONDIALE est l'un des premiers groupes d'assurance de protection sociale français. Il allie performance économique et engagement social au travers des valeurs portées par le paritarisme et le mutualisme. Assureur de la personne et gestionnaire de la retraite complémentaire obligatoire, fort d'une expertise complète en assurance de personnes (santé, prévoyance, épargne, retraite) et en action sociale, AG2R LA MONDIALE a collecté, en 2014, 19 Mds d'euros et gère environ 96 milliards d'euros d'actifs. Grâce à son expertise reconnue en action sociale, dans le cadre de ses fonds retraite, prévoyance et de ses quatre fondations, le Groupe a redistribué environ 62 M d'euros sous la forme d'aides sociales individuelles et de financements dédiés à des projets d'intérêt général. Le Groupe emploie 7536 personnes.

AG2R LA MONDIALE est engagé, depuis de nombreuses années, et intègre progressivement les objectifs du développement durable dans sa stratégie et ses activités. Ses engagements sont notamment formalisés par l'adhésion du Groupe aux principes du Pacte mondial (dès 2003), à la Charte de la diversité (2006), à la Charte Développement durable de l'Association française de l'Assurance (2009), au Manifeste de l'entreprise responsable d'Alliances (2010). AG2R LA MONDIALE a pris en outre l'engagement de déployer sa méthode d'analyse ISR à la totalité de sa gestion d'actifs dans le cadre de la *Global Union for Sustainability*, GUS (2012).

Les pratiques présentées ci-après constituent une partie du reporting RSE Groupe. Ont été recensées celles qui répondent tout particulièrement aux principes du Pacte mondial.

**Rappel** : les 10 principes du Pacte mondial des Nations Unies :

### *Droits de l'homme*

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'homme

Principe 2 : les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'homme

### *Conditions de travail*

Principe 3 : les entreprises sont invitées à respecter la liberté d'association et à reconnaître le droit de négociation collective

Principe 4 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination du travail forcé ou obligatoire

Principe 5 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'abolition effective du travail des enfants

Principe 6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession



### *Environnement*

Principe 7 : les entreprises sont invitées à appliquer l'approche de précaution aux problèmes touchant à l'environnement

Principe 8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

Principe 9 : les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

### *Lutte contre la corruption*

Principe 10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes y compris l'extorsion de fonds et les pots de vin.

## **Sommaire**

<u>Intitulé de la pratique</u>	<u>Principes du Pacte</u>
1) Politique générale de respect des Droits de l'Homme	1 et 2
2) Investissement socialement responsable	Tous
3) Prise en compte de la situation des salariés seniors et des jeunes	6
4) Intégration de collaborateurs en situation de handicap	6
5) Bilan des émissions de gaz à effet de serre	8 et 9
6) Tri sur le site de Chartres	8
7) Editprint site de Mons	8
8) Label Imprim'Vert	8
9) La flotte automobile	8 et 9
10) Salon de coiffure accessible	8
11) Immobilier de placement	8 et 9
12) Gestion des sites d'exploitation	6, 8 et 9
13) Implication	8 et 9
14) Lutte contre la corruption	10



## **1) POLITIQUE GÉNÉRALE DE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME**

Principe 1 : les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme.

Principe 2 : les entreprises sont invitées à veiller à ne pas se rendre complices de violations des droits de l'homme.

Le groupe AG2R LA MONDIALE et ses composantes respectent les droits de l'homme dans leur sphère d'activité et ne se rendent pas complices de violation de ces droits.

## **2) INVESTISSEMENT SOCIALEMENT RESPONSABLE**

Principes : tous.

En cohérence avec sa démarche de développement durable et ses valeurs, AG2R LA MONDIALE mène, depuis le début du siècle une politique de responsabilisation de ses investissements.

L'inscription depuis 15 ans d'AG2R LA MONDIALE (« ALM ») sur la voie de l'ISR procède également de la conviction de l'apport positif de cette démarche à la construction de portefeuille (identification de thèmes d'investissement, détection de risques et d'opportunités...) et donc de sa contribution à l'exercice de sa responsabilité fiduciaire.

L'Investissement Socialement Responsable recouvre, enfin une ambition et des objectifs soutenus par la Direction Générale, avec l'engagement coordonné des différents acteurs de la « chaîne de valeur de la responsabilité et des solidarités actives » (Direction des Investissements, Agicam-Société de Gestion du Groupe, Direction de l'Action Sociale, Direction de la RSE).

Cette politique procède d'une recherche de cohérence Responsabilité Sociétale d'Entreprise/Responsabilité Sociétale de l'Investisseur par la déclinaison dans le champ de l'investissement des valeurs et des engagements sociétaux d'AG2R LA MONDIALE (Global Compact, Charte de la diversité), Elle recouvre une démarche porteuse de l'ambition de contribuer à une économie intelligente, durable et inclusive.

Elle est à cette fin structurée autour de cinq piliers : Gouvernance, Intégration ESG, Gestion ISR, Impact et Mesure,

Le processus de réorganisation de la gestion d'actifs du groupe AG2R La Mondiale s'est achevé en mars 2014 avec l'installation d'une Direction des Investissements et du Financement (DIF) qui gère, pour le compte de ses clients internes ou externes au Groupe près de 95,6 Md€.



Les cinq piliers de la démarche d'investissement responsable d'AG2R LA MONDIALE ont été, au cours des douze derniers mois, irrigués par des développements et des initiatives contribuant à l'enrichissement, l'enracinement et l'élargissement de cette dernière.

#### **Pilier Gouvernance :**

- **La démarche ISR d'AG2R LA MONDIALE respire au travers de deux comités « Ad Hoc » :**
  - Lieu dédié à la cohérence Responsabilité Sociétale de l'Entreprise/Responsabilité Sociétale de l'Investisseur, **le comité « CROIRE »** est dédié à la Réflexion et Orientation de l'Investissement Responsable. Il veille à la coordination des actions de la Direction des Investissements avec celles des autres porteurs de la démarche de Responsabilités et de Solidarité au sein du Groupe : Direction de la RSE et des Fondations, Direction de l'Action Sociale, Direction de l'Épargne Salariale, Direction de l'Immobilier. La réflexion de ce comité s'enrichit de la contribution d'intervenants externes et des travaux issus de la Chaire « Finance Autrement » initiée en 2009 avec Euromed devenu Kedge Business School. Les travaux de ce Comité s'articulent autour des axes suivants :
    - Analyser : Marché de l'investissement responsable et solidaire, Stratégies, offre et initiatives des acteurs de l'ISR, Thématiques émergentes, Engagements du Groupe,
    - Définir : Programme et axes de recherche ESG Initiatives responsables et solidaires (événements...), Partenariats, Évolution de l'offre ISR et solidaire, politique d'engagement et de vote, Politique de Représentation Extérieure.
    - Suivre : représentations extérieures, Initiatives et travaux de places, acteurs de l'ISR, Chaire (travaux).
  - **« CAP ISR »** est dédié à l'Application de la **Politique d'Investissement Responsable**. Les missions de ce Comité s'articulent autour des axes suivants :
    - Analyser : Secteurs, Émetteurs (Entreprises, États...), Asset Managers ISR, Vote : Résolutions controversées, Controverses
    - Définir : Pondérations des facteurs ESG, Admissibilité aux portefeuilles ISR : gestion directe (mensuellement) et multigestion (trimestriellement).
    - Suivre : Gestion ISR (Classes d'actifs Stratégies, Encours, Performances), Reporting extra-financier, rencontres émetteurs, Conférences et réunions ISR, Gestion Solidaire.
    -



- **La voie du dialogue avec les émetteurs et les entreprises:**

Le dialogue constitue une dimension cardinale de la démarche responsable d'AG2R LA MONDIALE. **Source d'information et vecteur d'influence, cette « voie » a été empruntée à 170 occasions entre 2010 et 2014.** Pour en augmenter l'efficacité, AG2R LA MONDIALE a rejoint l'initiative « **COR** (porate)**DIAL**(ogue)» du Forum de l'Investissement Responsable (« FIR ») dont il est devenu administrateur en 2013. Le dialogue avec les entreprises contribue également à un exercice éclairé des droits de vote.

L'activité dialogue/engagement des entreprises et des émetteurs s'inscrit désormais sur un rythme d'une soixantaine de rencontres par an avec une augmentation du nombre de « One-to-One ».

La vie du processus de multigestion responsable s'est traduite sur la même période par une dizaine de « due-diligence » approfondies auprès de 12 sociétés de gestion.

- **L'exercice des droits de vote recouvre un devoir assumé et raisonné:**

La politique de vote est articulée autour de quatre principes :

**Le respect des parties prenantes :** Agicam approuve les résolutions qui servent les intérêts de long terme des actionnaires et de l'ensemble des parties prenantes. La société de gestion applique ainsi un principe de cohérence avec sa politique d'investissement responsable et de responsabilité sociétale.

**La proportionnalité :** Suivant le principe de proportionnalité entre la détention du capital (Propriété) et les droits de vote attachés (contrôle), Agicam est en faveur du principe « une action, une voix » et favorise la fidélité de l'actionnaire par « le dividende majoré ».

**L'information :** Agicam s'abstiendra d'approuver toute résolution pour laquelle elle ne disposera pas des éléments nécessaires dans les délais légaux pour appuyer son analyse.

**L'adaptation :** Pour les entreprises à faible capitalisation, Agicam peut être plus souples sur certains domaines (comités, nombre d'administrateurs, rémunération et indépendance) en privilégiant le dialogue avec l'émetteur.

Il s'appuie sur les contributions de deux partenaires : Proxinvest et ECGS.

L'un des éléments marquants de la période a été la décision prise en février 2014 par le Comité des Investissements de la SGAM AG2R LA MONDIALE d'étendre le champ de l'exercice de la politique de vote à l'ensemble du périmètre du groupe ce qui recouvre notamment le portefeuille actions de LA MONDIALE.

Au titre de la saison 2014, 2 790 résolutions, dans le cadre de 162 Assemblées Générales ont fait l'objet d'un vote et le taux d'opposition est ressorti à 23%.



- **Transparence:**

AG2R LA MONDIALE publie régulièrement un rapport sur le déploiement de sa démarche d'Investissement Responsable et Solidaire. Ce document se veut tout autant un rapport d'étape sur les initiatives, les progrès, les voies ouvertes au cours de l'exercice, qu'une mise en perspective ou un retour sur un cheminement initié au tournant du siècle dernier.

**Pilier Intégration ESG :**

La Direction des Investissements du Groupe a développé un processus rigoureux et structuré d'évaluation des pratiques sociales, environnementales et de gouvernance des entreprises et des émetteurs de son univers d'investissement qui s'appuie sur des ressources techniques et humaines.

Ce processus repose sur une critériologie spécifique largement repensée en 2012 dans le cadre d'une consultation relative à la fourniture de données extra-financières au terme de laquelle trois agences ont été retenues: Vigeo et Oekom et Sustainalitics. Cette critériologie ISR a ainsi été réarticulée autour de trois batteries d'indicateurs, environnementaux, sociétaux et relatifs aux questions de gouvernance :

- **Environnement :**
  - Management (politique, organisation, reporting, indicateurs de performance, lutte contre le changement climatique, voyages et transport),
  - Produits et services environnementaux,
  - Performance environnementale.
- **Social :**
  - Clients (impact sociétal, information, contrats, responsabilité et sécurité des produits),
  - Ressources humaines (égalité des chances, équilibre de vie, restructurations, choix de carrière, dialogue social, salaires, santé et sécurité),
  - Autres parties prenantes (coopération durable, développement éco-social, critères environnementaux, facteurs sociaux, liberté syndicale et droits fondamentaux).
- **Gouvernance :**
  - Ethique des affaires (corruption, pratiques anti-concurrentielles, relations gouvernementales, lobbying),
  - Gouvernance traditionnelle (audits et contrôles, conseil d'administration, droits des actionnaires et rémunération)
  -



Concernant les entreprises la pondération de ces critères est déterminée sur une base sectorielle à partir des enjeux ESG propre à chacun d'eux comme l'illustre les exemples ci-après :

Secteurs	Principaux enjeux ESG	Pondération
Electricité	Changement climatique : efficacité énergétique et ENR Accès à l'énergie Restructurations, Dialogue social (secteur fortement syndiqué)	Environnement: 30% Social: 40% Gouvernance: 40%
Gaz, eau	Biodiversité, rejets dans l'eau, pollution des nappes Accès aux services collectifs Restructurations, Dialogue social (secteur fortement syndiqué)	Environnement: 40% Social: 30% Gouvernance: 30%
Aerospace et défense	Efficacité des produits (consommation, bruit) gestion des restructurations	Environnement: 30% Social: 45% Gouvernance: 25%
Automobile	Efficacité énergétique, émissions CO2 et autres polluants, fin de vie des véhicules Restructurations, délocalisation Santé sécurité Sécurité des produits	Environnement: 40% Social: 35% Gouvernance: 25%

L'équipe analyse ISR de la « DIF » a procédé en 2014 à une revue complète des enjeux, risques et opportunités propres à 41 secteurs d'activité.

Les Emetteurs souverains font l'objet d'une démarche analytique spécifique.

Le respect par les entreprises et les émetteurs de l'univers investissable des principes du Pacte Mondial est au cœur de la critériologie ISR du Groupe. Tout manquement ou controverse ayant trait à l'un d'entre eux fait l'objet d'une alerte et d'une analyse spécifique dans le cadre du comité « CAP ISR » (cf. supra).

Ce processus qui s'appuie sur une interface propriétaire (EthisScreeninG®) permet de sélectionner les acteurs (à partir d'un univers d'investissement de près de 600 entreprises et émetteurs) les plus performants sur les enjeux propres à chaque secteur d'activité ou catégorie d'émetteurs (Etats, agences gouvernementales, collectivités publiques...). Les opportunités financières sont ensuite



recherchées au sein d'univers constitués des meilleurs « élèves de la classe » dans le cadre d'une démarche communément appelée « Best-in-Class ».

#### **Pilier Gestion ISR :**

La croissance des encours « ISR » (100 millions en 2006, 500 millions en 2008, 1 milliard en 2010, 2,5 milliard en 2013) recouvre une extension méthodique à l'ensemble des classes d'actifs (Actions-2002, Obligations-2006, Monétaire-2013) et des stratégies. Aujourd'hui, et témoin de l'avance d'AG2R LA MONDIALE sur la courbe d'apprentissage de la gestion socialement responsable, ce sont près de 5,5Md€ qui sont gérés selon une démarche ISR dont 5,2Md€ au titre des institutions du Groupe et 0,3 Md€ dans le champ de l'épargne salariale.

#### **Pilier Mesure et Impact**

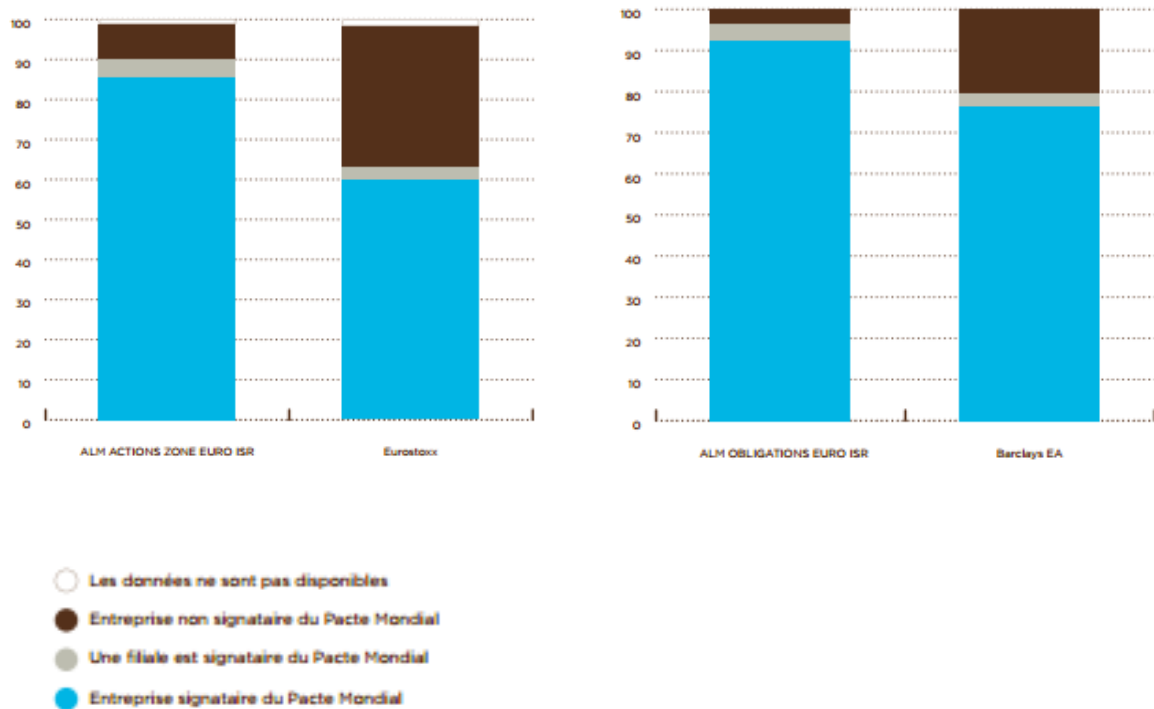
Agicam, la société de gestion interne d'AG2R LA MONDIALE produit trimestriellement depuis 5 ans un reporting ESG spécifique et ce tant pour les portefeuilles actions qu'obligataires gérés selon une démarche ISR.

Ces rapports établis à partir de données fournies par Sustainalytics permettent d'évaluer un portefeuille ISR relativement à son indice de référence tant sur les trois grands axes, Environnement, Social, Gouvernance, que sur quelques-uns des « combats clés » de l'ISR selon AG2R LA MONDIALE: Signature du Pacte mondial de l'ONU, Respect de la liberté d'association, Rémunération de la performance extra financière des dirigeants, Nombre de femmes au Conseil et intensité carbone des entreprises et émetteurs en portefeuille.

La prise en compte des principes du Pacte mondial par les entreprises et les émetteurs présents au sein des portefeuilles actions ou obligations est l'une des dimensions structurantes de ces reporting.

Ci-après un extrait des reporting ISR au 31 mars 2015 d'un portefeuille obligataire et d'un portefeuille actions zone euros qui montre que la gestion favorise les émetteurs et les entreprises évalués signataires du Pacte mondial :





**Le financement de l'économie locale et l'accompagnement dans la durée des entreprises françaises constituent également l'une des facettes du module d'impact de la démarche d'investissement responsable du groupe.**

C'est ainsi l'un des objectifs de la politique du groupe dans les domaines du « Private Equity » et de la « dette privée » et qui en constitue une incarnation opérationnelle et visible au confluent des responsabilités d'entreprise et d'investisseur d'AG2R LA MONDIALE.

L'engagement d'AG2R LA MONDIALE dans ces domaines va en effet bien au-delà d'une simple exposition à une classe d'actifs diversifiante. Il est l'expression d'une politique d'investissement qui a fait du financement de l'économie et de l'accompagnement dans la durée des entreprises françaises et de certains acteurs au cœur de la vie des territoires, l'une de ses dimensions cardinales. Il témoigne également de l'intérêt que porte AG2R LA MONDIALE au développement d'activités proches de ses métiers de ses valeurs et au cœur de ses territoires.

C'est le sens de la décision du Groupe d'ouvrir une enveloppe dédiée à la dette d'entreprise articulée tout autant autour de fonds de dette que d'instruments de dette en direct. C'est dans ce cadre et dans cet esprit que s'inscrit le partenariat signé en mars 2014 entre AG2R LA MONDIALE et BPI France pour un fonds de dette de 200 millions d'euros souscrit à 80% par le fonds en euro de LA MONDIALE.

Certains dossiers sont emblématiques de la démarche du groupe en matière de financement de l'économie locale et des territoires.

Dans le domaine du Private Equity, nous pouvons citer l'investissement du Groupe dans trois fonds régionaux suivants.

Dans le domaine de la dette privée, des prêts ont par exemple été consentis à deux CHU (Centre Hospitalier Universitaire) du sud de la France ainsi qu'à trois collectivités locales.



La souscription par AG2R LA MONDIALE, pour un montant cumulé de 165 millions d'euros, aux «obligations environnementales et durables » («Green & Sustainable bonds») des Régions Ile de France et Nord Pas de Calais, témoigne également de la volonté du Groupe d'accompagner les projets d'avenir d'acteurs au cœur de ses principaux bassins d'emplois.

L'impact en matière d'emploi des investissements du Groupe en Private Equity et en « fonds de dette » est régulièrement mesuré sur la base de questionnaires adressés aux sociétés de gestion de ces fonds.

Il ressort ainsi de l'enquête de Mai 2014 que par transparence, le portefeuille de Private Equity recouvre un accompagnement financier de 417 entreprises (dont 334 entreprises françaises)

et un contenu en emploi incarné par 220 000 salariés (dont 194 500 en France). Le même exercice a été mené sur le périmètre des fonds de dette en portefeuille : 476 entreprises françaises et 73 000 emplois dont 55 000 en France.

**La démarche d'impact d'AG2R LA MONDIALE dans le domaine de l'emploi s'appuie également sur des vecteurs spécifiques comme France Active.**

AG2R LA MONDIALE détient plus de 7% du capital de la Société d'Investissement France Active (SIFA). Cela représente un investissement de 8 millions d'euros. En 2014 la SIFA a financé 285 entreprises et contribué ainsi à créer ou consolider 13 525 emplois dont 4 586 pour des personnes en difficulté.

**L'engagement d'AG2R LA MONDIALE sur certains fonds de Private Equity est explicitement lié à l'ambition responsable du dossier :** C'est ainsi le cas et dans la foulée de notre investissement dans le fonds Démeter de notre engagement significatif sur « Brownfields » (mars 2014-8 millions d'euros sur 55), un fonds qui vise la dépollution et le redéveloppement de friches industrielles, selon un modèle innovant. C'est également le cas du fonds « Citizen Capital » qui recouvre une déclinaison de l'engagement du groupe en faveur de la diversité

**Financer la transition énergétique :**

Les "Green Bonds", en français, les obligations durables et environnementales, sont des obligations émises par une entreprise, une organisation internationale ou une collectivité locale pour financer un ou des projet(s), une ou (des) activité(s) à impact environnemental ou sociétal positif :

- Projets d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique contribuant à la lutte contre le changement climatique.
- Renforcement de la cohésion sociale de ses territoires : développement des transports en commun et la promotion de la mobilité durable,
- Protection de la biodiversité,
- Programmes d'actions en faveur des populations vulnérables, le logement social, ainsi que le soutien aux PME et à l'innovation.



- Financement de 'Green buildings', c'est-à-dire d'actifs immobiliers respectueux de l'environnement et de la santé des usagers, qui ont reçu la certification BREEAM et BREEAM « In-Use » au niveau « very good » au minimum.

Ce segment naissant du marché obligataire a fait l'objet d'une note méthodologique spécifique du pôle recherche ESG de la Direction des Investissements du groupe et recouvre, avec un encours supérieur à 500 millions d'euros, autour d'une vingtaine d'émissions en portefeuille représentant seize émetteurs, une des contributions d'AG2R LA MONDIALE au financement de la transition énergétique.

Au-delà et/ou en complément de leur notation extra-financière par une agence, les émissions en portefeuille ont fait l'objet d'analyses internes sous l'angle ESG et leur impact est suivi dans le cadre des engagements de Reporting sur l'emploi des fonds souscrits par l'émetteur.

#### **Pilier Promotion de l'ISR :**

##### **AG2R LA MONDIALE est un investisseur responsable engagé dans la « Cité » pour la promotion de l'ISR....**

C'est le sens de l'entrée en avril 2013 du Groupe au Conseil d'Administration du Forum de l'Investissement Responsable (FIR), et la contribution (depuis mars 2014) d'Agicam aux travaux de la commission ISR de l'AFG (Association Française de Gestion).

##### **...et sur le Forum pour contribuer au débat d'idées autour de thématiques au cœur de l'ISR ou adressant ses nouvelles frontières :**

C'est également le sens de « l'abonnement » du Groupe et ce depuis l'origine à la semaine de l'ISR avec notamment en 2014 l'organisation d'une table ronde sur le thème de la « matérialité de l'ISR » (Contribution à la performance, impacts, influence),

L'ISR « selon AG2R LA MONDIALE » se retrouve en outre tout à fait dans la définition de l'ISR à laquelle l'AFG et le FIR ont abouti en juillet 2012 : « L'ISR est un placement qui vise à concilier performance économique et impact social et environnemental en finançant les entreprises et les entités publiques qui contribuent au développement durable quel que soit leur secteur d'activité. En influençant la gouvernance et le comportement des acteurs, l'ISR favorise une économie responsable »



### **3) LA PRISE EN COMPTE DE LA SITUATION DES SALARIÉS SÉNIORS ET DES JEUNES**

Principe n° 6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Un accord « contrat de génération » a été conclu en 2013 pour trois ans.

Il contient notamment des dispositions et des engagements concernant l'emploi des jeunes en fixant un objectif de 40 % de jeunes (moins de 26 ans) parmi les embauches en CDI, le taux atteint en 2014 s'élève à 32%.

La politique emploi des jeunes a été construite autour de deux axes :

- Développer l'accueil des jeunes en alternance (contrats d'apprentissage et de professionnalisation) en contribuant à leur insertion dans la vie active, notamment en intégrant le pluralisme, la diversité ainsi que le handicap. Un objectif de 3% de jeunes en alternance a été fixé, cet objectif a été atteint dès l'année 2014
- Développer l'accueil en stages et en emplois d'été de jeunes issus de quartiers défavorisés afin d'agir sur l'égalité des chances.

### **4) L'INTÉGRATION DE COLLABORATEURS EN SITUATION DE HANDICAP**

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

Dans le cadre de l'accord signé en 2012 sur l'insertion et le maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap, des objectifs quantitatifs avaient été fixés concernant les embauches en CDI et CDD, ainsi que l'accueil d'alternants et de stagiaires. Ces objectifs ont été atteints et pour certains largement dépassés à fin d'accord, soit au 31 décembre 2014. A titre d'exemple 105% au niveau des embauches en CDI, 450% pour les CDD de plus de 6 mois et 200% pour les alternants.

### **5) BILAN DES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE.**

Principe n°8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Le Groupe avait calculé ses émissions de gaz à effet de serre de l'année 2013 dans le cadre du reporting, selon la méthode bilan carbone® et en se limitant aux scopes 1 et 2. L'opération a été réitérée en 2014.



Les résultats sont les suivants :

(1) Quantité des émissions liées à la consommation d'énergie	3297 TCO2e
(2) Quantité des émissions liées à la flotte automobile	2041 TCO2e
(3) Quantité des émissions liées aux recharges de gaz frigorigènes	240 TCO2e

Soit un total de 5578 TCO2e

La comparaison 2014/2013 fait ressortir une baisse globale des émissions d'environ 9%.

La comparaison poste par poste donne les résultats suivants :

- poste (1), en baisse de 5,7% ;
- poste (2), baisse de 15,4% ;
- poste (3), baisse de 9,2%.

## **6) TRI SUR LE SITE DE CHARTRES**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Un dispositif de tri et de recyclage des papiers, cartons et plastiques a été mis en place au fil des années. La gamme des produits concernés s'est élargie, ainsi depuis 2013 les plastiques font partie de la collecte.

Après l'installation d'un compacteur (fait signalé dans la COP 2014), une étude a permis d'optimiser les ramassages et ainsi de réduire leur fréquence (2/mois au lieu de 4/mois précédemment), contribuant de la sorte à diminuer les émissions de gaz à effet de serre liées au transport.

Au total en 2014 ont été recyclées les quantités suivantes :

- 68 tonnes de papiers
- 15 tonnes de cartons
- 1,5 tonnes de plastiques.

## **7) EDITPRINT SITE DE MONS**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Editprint est le centre d'édition et d'imprimerie d'AG2R LA MONDIALE, ses activités implantées à Mons en Baroeul génèrent beaucoup de déchets, papiers et autres.



Les déchets papiers proviennent de deux opérations :

- le calage, le papier-déchet est le papier utilisé pour régler le rendu-couleur de la machine jusqu'à l'obtention de la qualité souhaitée ;
- le façonnage, la totalité des supports issus de la machine est façonnée. La première étape du façonnage consiste à découper, pratique qui génère des chutes de papiers (les rognures). Ces déchets sont triés par nature (papier, carton...) puis pour le papier selon le niveau d'encre.

Au cours de l'année 2014 le site a ainsi revendu à une société spécialisée dans le recyclage :

- environ 8 tonnes de rognures blanches ;
- environ 57 tonnes de rognures couleur ;
- environ 49 tonnes de carton.

Par ailleurs, les chiffons souillés, les boîtes d'encre pour l'activité offset, les cartouches d'encre et toner pour l'activité numérique, l'eau souillée de l'activité offset, les films plastiques, cartons sont recyclés à 90%.

## **8) LABEL IMPRIM'VERT**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Au mois de mai 2015 Editprint, qui a une double activité : éditique et imprimerie, a obtenu pour la 5ème année consécutive le label Imprim'Vert. Parmi les actions mises en place visant à réduire l'impact sur l'environnement des produits et/ou techniques utilisés, citons ici :

- le tri et l'élimination des déchets selon une filière conforme à la réglementation. Les déchets concernés sont les plaques, les chiffons souillés, les boîtes, cartouches d'encre et toner ;
- l'utilisation des plaques d'un appareil « azura » pour le gravage. Un nettoyage à l'eau est alors possible ;
- le stockage sécurisé des liquides neufs et des déchets liquides ;
- la non utilisation de déchets toxiques.

Editprint va même au-delà de la norme en vigueur en recourant à des encres végétales pour les travaux sur la machine offset et à un mouillage sans alcool :

- 90% des papiers utilisés sont labellisés FSC (Forest Stewardship Council) ;
- la sensibilisation du personnel à toute la démarche.

Le niveau d'exigence d'obtention du label augmente et l'attention se porte également sur l'environnement de l'activité, notamment sur le cadre de travail que présente l'atelier, ainsi il a y été installé des lampes basse consommation.



Bilan des activités d'Editprint pour l'année 2014 :

- 26,8 millions de pages imprimées, 32 millions en 2013 ;
- 6,4 millions de mises sous pli, 9,9 millions en 2013 ;
- 361 tonnes de papier utilisées, 293 tonnes en 2013.

## **9) LA FLOTTE AUTOMOBILE**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Parmi les actions possibles visant à réduire ses émissions de gaz à effet de serre le Groupe travaille à la modification de sa flotte automobile.

Les trois démarches entamées et exposées l'an dernier :

- la diminution du nombre de véhicules ;
- l'intégration de véhicules hybrides dans la flotte ;
- le choix de véhicules moins émetteurs, sont toujours d'actualité.

Au 31 décembre 2014 le nombre de véhicules a été réduit de 11 unités (passant de 394 à 383).

Par ailleurs l'émission moyenne de CO2/km par véhicule a diminué à nouveau : en prenant comme référence le nombre total de véhicules présents dans la flotte au cours de l'année 2014 l'émission moyenne est de 112 gCO2/km.

## **10) UN SALON DE COIFFURE « HORS NORMES »**

Principe n°8 : les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Les Institutions de la coiffure ont mis en place un concept de salon Développement Durable répondant aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (PMR).

Ce salon dispose du label « Développement Durable, mon coiffeur s'engage ». Le professionnel s'est engagé à réduire ses consommations d'énergie et d'eau et à veiller au tri des déchets produits par son activité.

La deuxième idée est de favoriser l'accès à la coiffure à des populations qui peuvent en être éloignées. C'est le cas des PMR pour lesquelles l'accès à un salon de coiffure comme à ses équipements n'est pas toujours possible.



Le travail commun d'architectes, d'ergonomes et de professionnels du secteur ont permis de rendre les équipements adaptables. C'est le cas pour les sièges, les bacs, les postes de coiffage, les tables qui sont surélevées.

L'adaptation du matériel permet d'offrir aux professionnels des conditions de travail optimales et de prévenir l'apparition des troubles musculo-squelettiques.

## **11) IMMOBILIER DE PLACEMENT**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Depuis plusieurs années le Groupe a résolument engagé sa politique de placement immobilier dans une approche durable et responsable.

1) La stratégie immobilière élaborée repose sur quatre piliers :

- une valorisation environnementale du patrimoine, le Groupe pratique une politique d'acquisition de bâtiments récents et performants et d'arbitrage sur des bâtiments jugés obsolètes et peu performants ;

- la mise en place d'un suivi environnemental du patrimoine, ce suivi s'appuie sur un reporting environnemental annuel, un carnet de gestion environnemental et un historique des consommations ;

- La mise en place de leviers d'efficacité énergétique, exemple : les documents de sensibilisation à l'attention des utilisateurs, les actions sur l'exploitation ;

- un engagement sur deux objectifs d'amélioration :

- a) la certification, le Groupe vise à l'horizon 2018 à certifier 50% de son patrimoine en construction/ rénovation et à en certifier 50% en exploitation.

- b) la réduction de la consommation d'énergie, la consommation d'énergie de l'année 2018 devra être inférieure de 30% à la consommation de l'année 2012.

2) Les faits marquants de l'année 2014:

- a) Les opérations auxquelles il est fait référence concernent des immeubles de bureaux avec pour certains une partie (modeste) dévolue à des activités commerciales.

- le Groupe a acquis un immeuble situé à Boulogne (92) qui a été certifié HQE™ Excellent et BREEAM® Very Good.

Trois autres acquisitions en état de futur achèvement (deux à Paris et une à Gentilly (94)), qui seront livrées en 2017 et 2018 s'inscrivent toutes dans une démarche de double certification, HQE™ et BREEAM®.

- une opération de restructuration portant sur un ensemble immobilier d'environ 40000m<sup>2</sup> à Issy les Moulineaux (92) a obtenu une double certification construction, HQE™ et BREEAM®, une deuxième opération portant sur un bâtiment situé à Paris XV d'une surface d'environ 31000m<sup>2</sup> a déjà obtenu la certification construction HQE™ et vise les certifications BREEAM® et LEED®.





-des travaux de valorisation et d'amélioration environnementale ont permis à un immeuble se 20000m<sup>2</sup> situé à Paris XV d'obtenir la certification BREEAM® refurbishment Very Good.

b) 90% des surfaces louées au cours de l'année 2014 ont des baux comportant une annexe environnementale, cette dernière comporte des informations sur les équipements du bâtiment loué, sa consommation d'énergie, d'eau et la quantité de déchets générés. Le propriétaire et le locataire s'engagent sur un programme d'actions dont le but est d'améliorer la performance environnementale de l'immeuble loué.

c) IL est régulièrement fait appel au mécanisme des Certificats d'Economie d'Energie.

Enfin depuis le premier trimestre 2015 AG2R LA MONDIALE est devenu membre de l'Observatoire de l'Immobilier durable (OID), il s'agit d'une association indépendante rassemblant des professionnels privés et publics de l'immobilier tertiaire qui a pour objectif de promouvoir le développement durable dans ce secteur d'activité.

## **12) GESTION DES SITES D'EXPLOITATION**

Principe n°6 : les entreprises sont invitées à contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi et de profession.

- a) Les sites d'exploitation recevant du public (classement E.R.P.) sont au nombre de 103. Après la réalisation d'audits d'accessibilité les travaux nécessaires ont été effectués.  
Des raisons d'organisation ont vu le périmètre des locaux d'exploitation s'élargir, avec un impact sur le calendrier prévisionnel de la mise aux normes d'accessibilité. Ainsi ce n'est pas au 1<sup>er</sup> janvier mais au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2015 que la totalité des travaux sera achevée et les procès-verbaux de conformité réceptionnés.
- b) Le Groupe continue à faire appel à des Etablissements et Services d'Aide par le Travail pour l'entretien des espaces verts et le service d'approvisionnement sur deux de ses principaux sites. Le volume de travail correspond à 2,8 équivalents temps plein et passera à 3,3 en septembre de cette année avec l'ajout d'un site nouvellement construit à Grenoble.
- c) Le personnel qui effectue la prestation ménage dans des entreprises du secteur tertiaire est très souvent amené à travailler en horaires décalés, avant ou après les heures de bureaux. Le Groupe étudie dans quelle mesure il est possible de réduire cette contrainte. Ainsi pour les agences commerciales d'une région pilote (la région Nord-Ouest) les heures de ménages seront effectuées de 16 à 19 heures à partir du dernier trimestre 2015.

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.



- a) Un décret relatif aux modalités d'application de l'audit énergétique oblige les entreprises dont l'effectif est supérieur à 250 personnes ou dont le chiffre d'affaires annuel dépasse 50 millions d'euros à réaliser un audit qui couvre au moins 80 % du montant des factures acquittées (le seuil est ramené à 65% si l'audit est effectué au plus tard début décembre 2015). Les deux GIE qui composent le Groupe ont dépassé le seuil de 65% en étant respectivement à 67% sur le périmètre AG2R REUNICA\* et à 87% sur le périmètre La Mondiale Groupe. Ces audits sont accompagnés de plans d'actions visant à réduire la consommation d'énergie.
- a) D'importants sites d'exploitation ont fait l'objet de travaux d'investissements dans le but de diminuer leur consommation d'énergie.  
Selon les sites les travaux ont porté sur l'isolation des façades, le remplacement des ouvrants, des luminaires, des ventilo-convecteurs, une chaudière à fioul a été remplacée par une chaudière au gaz (site de Marseille, environ 8000 m²)  
Des travaux d'isolation vont être réalisés au cours de l'année 2015 à Chartres, Toulouse et Mons en Baroeul.
- b) La certification HQE™ exploitation a été obtenue sur un bâtiment de 3940 m² qui reçoit 250 collaborateurs. Ce bâtiment a été livré fin 2011, occupé à compter de 2012. Le dossier de certification a été constitué en 2014. La certification est valable trois années consécutives à compter de mars 2015.
- c) Le Groupe continue à utiliser le mécanisme des Certificats d'Economie d'Energie. Des certificats sont demandés après réalisations des travaux d'économie d'énergie cités au §b) ci-dessus.
- d) L'outil Hypervision® installé au cours du 2<sup>ème</sup> trimestre 2012 pour permettre la maîtrise des consommations d'eau et d'énergie a permis de faire diminuer la consommation d'eau de 4,63% entre 2013 et 2014 et la consommation d'énergie de 10,14% entre 2011 et 2014.

\*Suite à un rapprochement le GIE AG2R est devenu GIE AG2R REUNICA à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015.

### **13) IMPLICATION**

Principe n°8 : Les entreprises sont invitées à prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement.

Principe n°9 : Les entreprises sont invitées à favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement.

Au cours de cette année AG2R LA MONDIALE a participé activement à deux groupes de travail :  
-la mobilité durable : une incitation au changement de comportements.  
Organisée par Déclic Mobilités, animée par le réseau Alliances et soutenue par l'ADEME, cette démarche a pour objectif d'accompagner les entreprises de la région Nord Pas de Calais dans la



conduite du management de la mobilité. Sept ateliers se sont déroulés en 2014 et ont abouti à la publication d'un guide.

-le Groupe a également travaillé à l'élaboration d'un guide méthodologique pour l'estimation des émissions de gaz à effet de serre du secteur financier. Ce travail a été initié par l'Association Bilan Carbone, l'ORSE, l'ADEME et Carbone 4. Le guide a fait l'objet d'une présentation publique début 2015. Le but de l'ouvrage est de formaliser des recommandations méthodologiques pour quantifier les émissions induites par le secteur financier, par ses activités de financement et d'investissement.

#### **14) LA POLITIQUE GÉNÉRALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

Principe n°10 : les entreprises sont invitées à agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin.

Dans le domaine de l'assurance de la personne un des moyens le plus efficace de contribuer à la préservation des droits de l'Homme est la lutte contre le blanchiment des capitaux détenus par des entreprises criminelles qui vont chercher à intégrer lesdits capitaux dans des circuits d'investissements conventionnels.

Les personnes politiquement exposées (PPE) ainsi que les bénéficiaires effectifs des personnes morales font l'objet d'une attention particulière et mobilisent des efforts constants pour en faciliter la détection et l'identification.

Les investissements réalisés par le Groupe pour se doter d'un outil de détection des dossiers atypiques portent leurs fruits et depuis septembre 2014 le premier lot envisagé est en production. En parallèle la rationalisation des règles et l'effort porté sur le dispositif de formation des équipes de gestion ont permis d'augmenter de manière très significative le nombre de déclarations de soupçons effectuées auprès de Tracfin.

Un comité déontologie a également été mis en place afin de traiter de manière plus systématique les cas de suspicions de comportements non éthiques et un guide des bonnes pratiques des commerciaux a été finalisé et présenté aux instances représentatives du personnel. Un second passage de présentation a été réclamé. Le guide devrait en principe être diffusé en 2015. Un comité de lutte contre la fraude a été mis en place afin d'orienter l'ensemble des efforts dans ce domaine et rendre plus efficace les dispositifs de contrôle interne.

Un déontologue Groupe a été désigné en 2014, sa mission première a consisté à mettre en œuvre une charte déontologique à destination des membres des conseils d'administration afin d'encadrer les risques de conflits d'intérêt et de fixer les bonnes pratiques à adopter en la matière.



Un projet de guide des bonnes pratiques dans le domaine des transactions, accords et conventions est en cours d'élaboration. Sa mise en œuvre est prévue pour l'année 2016.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la directive Solvabilité 2 une réflexion a été menée pour nous assurer de la compétence collective et de l'honorabilité des membres de nos conseils d'administration. Une réflexion est poursuivie afin d'être en mesure de proposer un dispositif de formation adéquat sur différents thèmes relevant de l'assurance de la personne et de la finance.